

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Birmanie / Myanmar > Mouvements sociaux, syndicalisme (Birmanie / Myanmar) > **Les syndicats du Myanmar luttent pour protéger les droits des travailleurs (...)**

Les syndicats du Myanmar luttent pour protéger les droits des travailleurs malgré la répression militaire

samedi 15 mai 2021, par [China Labour Bulletin](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mars 2021).

Les syndicats du Myanmar se battent pour que les droits des centaines de milliers de travailleurs qui ont été à l'avant-garde du Mouvement de désobéissance civile (MDC) soient protégés. Et ils exhortent les marques internationales qui achètent des produits dans les usines de fournisseurs du Myanmar à faire de même.

Certaines de ces marques sont signataires des directives sur la liberté d'association (FOA) pour leurs opérations au Myanmar, qui font partie de l'initiative ACT [ACT (Action, Collaboration, Transformation) est une initiative entre des marques et des détaillants internationaux, des fabricants et des syndicats pour des salaires décents dans la chaîne d'approvisionnement du textile et de l'habillement. Ndt] créé en 2016 pour « changer la façon dont les salaires et les conditions de travail sont fixés dans le secteur mondial de l'habillement, du textile et de la chaussure. »

La Fédération des travailleurs de l'industrie du Myanmar (IWFM) est déterminée à faire en sorte que ces signataires tiennent leur promesse. Le syndicat fait pression sur la chaîne de supermarchés allemande Lidl, membre de l'ACT, pour qu'elle assume la responsabilité dans le démantèlement du syndicat dans la société Sung Bo, une usine appartenant à des Coréens et située dans le canton de Hlaing Thar Yar à Yangon. L'usine a licencié 135 travailleurs le 21 février après qu'ils aient quitté leur travail pour participer au MDP (mouvement de désobéissance civile).

Sung Bo a initialement accepté de réintégrer seulement 65 des travailleurs, dont aucun n'était membre du syndicat. L'IWFM a soutenu les travailleurs pendant un mois de négociations, et les travailleurs licenciés ont finalement accepté une compensation au lieu de la réintégration, pour un montant total de 19 407 dollars.

Malgré cette modeste victoire, l'IWFM continue de pousser les membres de l'ACT à intervenir auprès des fournisseurs pour qu'ils garantissent les contrats des travailleurs pendant les bouleversements nés du coup d'État, ou qu'ils veillent à ce que les travailleurs soient indemnisés en cas de licenciement.

Cela permettrait de respecter la partie patronale de l'accord FOA - sans parler des conventions de l'OIT et des principes des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme - car les travailleurs ne devraient pas subir de représailles pour avoir pris part à des manifestations politiques.



Des manifestants, principalement des ouvriers de l'industrie du vêtement, dans le quartier de Hlaing Thar Yar, le 28 février. Photo : Lamin Tun.

Le syndicat suit également une autre affaire survenue dans une usine d'un fournisseur de Lidl dans la zone industrielle de Myaungtagar, située dans le canton de Hmawbi, à l'extérieur de Yangon. L'usine de vêtements Able Better, détenue par des Chinois, fabrique des produits de la marque Livery vendus dans les magasins Lidl - ainsi que des vêtements Dunlop et Cordura vendus par d'autres grands détaillants.

Le 19 février, un travailleur employé comme traducteur chinois a été battu par les dirigeants d'Able Better après des négociations portant sur le paiement d'arriérés de salaire. Les travailleurs qui menaient les négociations ont déposé une plainte auprès du poste de police local, mais l'affaire n'a pas été résolue de manière satisfaisante. Ce n'était pas non plus la première fois que ces mêmes managers frappaient les travailleurs de l'usine, et l'IWFM souhaite que Lidl intervienne.

Pendant une crise, les travailleurs ont besoin de syndicats forts pour continuer à représenter leurs intérêts, et les travailleurs de toutes les régions ont besoin d'une démonstration de solidarité internationale pour combattre les problèmes communs. Les signataires de l'ACT, et toutes les marques mondiales qui s'approvisionnent au Myanmar, doivent faire beaucoup plus pour garantir que les travailleurs dont ils dépendent sont correctement protégés et payés à temps et en totalité. Il est essentiel que les travailleurs aient le droit et la liberté de protester contre le coup d'État militaire qui a suscité une large condamnation, mais jusqu'à présent peu de réponses concrètes de la part de la communauté internationale.

China Labour Bulletin, 31 mars 2021

Voir en ligne : [China Labour Bulletin](http://www.laboursolidarity.org/Les-syndicats-du-Myanmar-luttent)

P.-S.

- Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés. 23 avril 2021 : <http://www.laboursolidarity.org/Les-syndicats-du-Myanmar-luttent>
- Traduction Patrick Le Tréhondat.